

---

# Opérationnalisation du principe préleveur-payeur pour le financement durable de la GIRE au Bénin.

---

Saïd HOUNKPONOU, Directeur Général de l'Eau,

Tél : +229 97 68 68 96

E-mail : [khounkponou@gouv.bj](mailto:khounkponou@gouv.bj)

Splendid Hotel. 28,29,30 Novembre 2023, Ouagadougou, Burkina Faso

# Plan

- **Problématique**
- **Objectif**
- **Mise en œuvre et mesures prises**
- **Résultats atteints**
- **Leçons apprises**
- **Recommandations pour une mise à l'échelle**

# Problématique

- Des outils fondamentaux GIRE : la politique nationale de l'eau adoptée en juillet 2009, la loi 2010-44 du 24 novembre 2010 portant gestion de l'eau en République du Bénin, le PANGIRE qui est à sa 3<sup>ème</sup> phase
- Faible connaissance et application de la loi portant gestion de l'eau
- Les principes énoncés ne sont pas opérationnalisés ou ont connu un faible niveau de mise en œuvre.
- Un manque de financement pour la mise en œuvre de la GIRE.

# Objectifs

L'objectif général est d'opérationnaliser le principe préleveur-payeur pour le financement durable de la GIRE au Bénin

De façon spécifique, il s'agit de :

- mettre en œuvre la loi 2010-44 portant gestion de l'eau et ses textes d'application ;
- améliorer la connaissance des ressources en eau du Bénin ;
- mobiliser les ressources pour le financement durable de la GIRE au Bénin ;
- faire de l'eau la ressource essentielle à partir de laquelle, l'on peut satisfaire les besoins sociaux et produire des richesses pour réduire la pauvreté.

# Mise en œuvre et mesures prises

## Principaux acteurs

- Direction Générale de l'Eau
- Directions départementales
- Cadres techniques des Maires

## Décisions prises

- En 2021, DGEau s'occupe désormais que de la GIRE avec la création de l'ANAEP-MR
- Prise d'un arrêté interministériel fixant les taux de redevance proportionnelle liée à l'exploitation des ressources en eau (Les Ministres en charge de l'eau et des finances ;
- Elaboration d'un document de cadrage (Directeur Général de l'Eau).

# Mise en œuvre et mesures prises

## Les actions menées :

- Recensement des usagers des ressources en eau en lien avec les Directions Départementales et les Communes
- Organisation des séances de sensibilisation des gros préleveurs ;
- Visite de contrôle des installations des entreprises exploitants l'eau déjà autorisés

# Mise en œuvre et mesures prises

## Les actions menées :

- Organisation des séances de travail avec les Préfets, les Maires, les cadres techniques des mairies et les responsables des services déconcentrés ;
- Développement de deux E-services :
  - ☐ Délivrance d'autorisation d'exploitation des ressources en eau ;
  - ☐ Paiement des redevances proportionnelles d'exploitation des ressources en eaux.

# Résultats atteints

- 975 exploitants d'eau recensés et sensibilisés sur la procédure d'autorisation d'exploitation des ressources en eau et le paiement de la redevance
- Les Préfets et les Maires sont outillés pour une bonne gestion et un meilleur suivi de l'exploitation des ressources en eau
- 20 autorisations d'exploitation d'eau délivrées et début de paiement par 7 entreprises ;
- L'initiative a permis de mobiliser, en 2023 entre Juin et septembre une somme d'environ **50 millions de FCFA<sub>8</sub>**



# Leçons apprises

- Il a été noté une adhésion massive de la part des usagers à l'initiative
- Si tous les exploitants d'eau touchés (975) arrivaient à payer les redevances, on peut estimer la mobilisation annuelle de ressources financières de plus de **13 milliards de francs CFA**
- Possibilité d'expression des besoins de financement sur le budget national à travers les documents de planifications (PTA)
- La synergie d'action observée entre les cadres de la Direction Générale de l'Eau et de ses services déconcentrés dans la mise en œuvre de cette initiative a permis de ratisser large

# Recommandations pour une mise à l'échelle

- Intensifier les actions de sensibilisation et de vulgarisation au niveau des usagers
- Organiser périodiquement des émissions en français comme en langues nationales au niveau des radios et télévisions nationales et celles locales
- Mettre en place un mécanisme de suivi et de contrôle des exploitants de la ressource en eau a but commercial dans tous les départements.

# Recommandations pour une mise à l'échelle

- Implication des élus locaux dans le mécanisme
- Mettre à disposition des structures impliquées dans le processus les moyens financiers en vue d'étendre les actions sur plus de cibles
- La création de de l'Agence Nationale des bassins et barrages hydrographiques et l'opérationnalisation du Fonds National de l'Eau contribuera à une gestion efficiente et efficace des ressources



# Merci de votre attention